

Groupe de travail sur le développement juridique du système de Madrid concernant l'enregistrement international des marques

Treizième session
Genève, 2 – 6 novembre 2015

INFORMATIONS CONCERNANT L'EXAMEN DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 9SEXIES.1)B) DU PROTOCOLE RELATIF À L'ARRANGEMENT DE MADRID CONCERNANT L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES

Document établi par le Bureau international

INTRODUCTION

1. Selon l'alinéa 1)a) de l'article 9sexies du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (ci-après dénommés respectivement "article 9sexies", "Protocole" et "Arrangement"), dans les relations mutuelles entre les États parties à la fois aux deux traités du système de Madrid concernant l'enregistrement international des marques, seul le Protocole s'applique. L'alinéa 1)b) de ce même article rend cependant inopérantes dans ces relations mutuelles deux déclarations, à savoir celles faites en vertu de l'article 5.2) du Protocole concernant l'extension du délai de refus et de l'article 8.7) du Protocole concernant la taxe individuelle. Il en résulte que dans ces relations mutuelles, le délai de refus standard d'un an et le régime standard d'émoluments supplémentaires et de compléments d'émoluments s'appliquent. En vertu de l'alinéa 2) de l'article 9sexies, l'Assemblée de l'Union de Madrid doit examiner l'application de l'alinéa 1)b) en vue d'en restreindre la portée ou de l'abroger.

2. À sa dixième session, le Groupe de travail sur le développement juridique du système de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (ci-après dénommé "groupe de travail") a examiné le document MM/LD/WG/10/3 intitulé "Informations concernant l'examen de l'application de l'article 9sexies.1)b) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques".

3. Le groupe de travail avait conclu qu'à l'époque, l'article 9*sexies*.1)b) ne devait être ni abrogé ni restreint et que son application serait examinée par le groupe de travail à l'issue d'une période de trois ans. Il avait également convenu que tout État membre de l'Union de Madrid ou le Bureau international pouvait proposer que la question soit réexaminée avant la fin de cette période.
4. Le présent document contient des informations actualisées sur l'application de l'alinéa 1)b) de l'article 9*sexies* du Protocole, et notamment sur la non-application des déclarations faites en vertu de l'article 5.2)b), de l'article 5.2)c) ou de l'article 8.7) du Protocole dans les relations mutuelles entre les États liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole.
5. Plus précisément, la première partie du document présente dans les grandes lignes les chiffres relatifs au nombre de désignations inscrites au cours de l'année 2014, ainsi qu'un aperçu du nombre de désignations affectées par l'application de l'alinéa 1)b) de l'article 9*sexies*, dans le contexte de l'article 5.2) (notification de refus provisoire) et de l'article 8.7) (taxes individuelles) du Protocole.
6. Dans la deuxième partie, le document explique les données en identifiant les parties contractantes concernées par la non-application des déclarations faites en vertu de l'article 5.2) du Protocole suite à l'application de l'alinéa 1)b) de l'article 9*sexies*. La troisième partie du document procède au même examen à l'égard de l'article 8.7) du Protocole.
7. La quatrième partie du document présente une analyse de la répartition des taxes (standard) perçues en 2012, 2013 et 2014, résultant de l'application de l'article 9*sexies*.
8. Enfin, la cinquième partie du document contient une simulation concernant le montant des taxes individuelles qui auraient été payées dans les cas mentionnés dans la quatrième partie si l'article 8.7) du Protocole avait été applicable durant ces années.

PARTIE I : EXAMEN DE L'APPLICATION DE L'ALINÉA 1.B) DE L'ARTICLE 9SEXIES DU PROTOCOLE

9. Les 54 États ci-après sont liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole¹ : Albanie (AL), Allemagne (DE), Arménie (AM), Autriche (AT), Azerbaïdjan (AZ), Bélarus (BY), Belgique (BX)², Bhoutan (BT), Bosnie-Herzégovine (BA), Bulgarie (BG), Chine (CN), Chypre (CY), Croatie (HR), Cuba (CU), Égypte (EG), Espagne (ES), ex-République yougoslave de Macédoine (MK), Fédération de Russie (RU), France (FR), Hongrie (HU), Iran (République islamique d') (IR), Italie (IT), Kazakhstan (KZ), Kenya (KE), Kirghizistan (KG), Lesotho (LS), Lettonie (LV), Libéria (LR), Liechtenstein (LI), Luxembourg (BX)², Maroc (MA), Monaco (MC), Mongolie (MN), Monténégro (ME), Mozambique (MZ), Namibie (NA), Pays-Bas (BX)², Pologne (PL), Portugal (PT), République de Moldova (MD), République populaire démocratique de Corée (KP), République tchèque (CZ), Roumanie (RO), Saint-Marin (SM), Serbie (RS), Sierra Leone (SL), Slovaquie (SK), Slovénie (SI), Soudan (SD), Suisse (CH), Swaziland (SZ), Tadjikistan (TJ), Ukraine (UA) et Viet Nam (VN).

¹ Depuis le 29 juin 2013, les dispositions de l'article 9*sexies*.1)b) du Protocole ont cessé de s'appliquer aux relations entre la République arabe syrienne et les États qui sont parties à la fois de l'Arrangement et du Protocole.

² Les territoires de la Belgique, du Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas situés en Europe sont considérés comme un seul pays, pour l'application de l'Arrangement à compter du 1^{er} janvier 1971, et pour l'application du Protocole à compter du 1^{er} avril 1998. Conformément aux articles 9*quater* de l'Arrangement et du Protocole, l'Office Benelux de la Propriété intellectuelle (OBPI) est leur office commun.

DÉLAI DE NOTIFICATION DE REFUS PROVISOIRE

10. Une déclaration en vertu de l'article 5.2)b) du Protocole a été faite par 14 des 54 États ci-dessus, parmi lesquels six ont également fait une déclaration en vertu de l'article 5.2)c) du Protocole (voir les paragraphes 21 et 22 ci-dessous).

11. Il est rappelé, brièvement, que selon l'alinéa 2)b) de l'article 5 du Protocole, une partie contractante peut déclarer que, pour les enregistrements internationaux effectués en vertu du Protocole, le délai d'un an pour la notification d'un refus provisoire peut être remplacé par 18 mois. Selon l'alinéa 2)c), ce délai peut même être prolongé au-delà de 18 mois dans le cas d'un refus de protection fondé sur une opposition.

12. L'année la plus récente pour laquelle des données complètes sont disponibles est 2014.

13. En 2014, il y a eu un total de 342 591 désignations inscrites (enregistrements internationaux et désignations postérieures). Sur ce nombre, 110 400 étaient des désignations dans lesquelles l'office d'origine ou l'office de la partie contractante du titulaire et l'office de la partie contractante désignée étaient des offices d'États liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole.

14. Sur ces 110 400 désignations, il y a eu 40 829 cas dans lesquels une déclaration faite en vertu de l'article 5.2) du Protocole a été rendue inopérante par l'application de l'alinéa 1)b) de l'article 9*sexies*.

15. Le tableau présenté ci-après regroupe les données concernant les désignations dans les enregistrements internationaux et les désignations postérieures au cours de la période 2012-2014.

Tableau I : Désignations dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l'article 5.2) du Protocole (délai de notification de refus provisoire) a été rendue inopérante (2012 – 2014)

Année	Nombre total de désignations inscrites	États liés par un seul traité	États liés par les deux traités	Désignations dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l'article 5.2) du Protocole a été rendue inopérante
2012	328 019	193 256	134 763	49 243
2013	351 526	225 316	126 210	46 204
2014	342 591	232 191	110 400	40 829

TAXES

16. Sur les 54 États susmentionnés au paragraphe 9, 15 ont fait une déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole (voir le paragraphe 28 ci-dessous).

17. Il est rappelé, brièvement, que selon l'article 8.7) du Protocole, une partie contractante peut déclarer que, à l'égard de chaque enregistrement international dans lequel elle est désignée, ainsi qu'à l'égard du renouvellement d'un tel enregistrement international, elle souhaite recevoir une taxe individuelle.

18. En 2014, il y a eu au total 626 364 désignations inscrites au titre d'enregistrements internationaux nouvellement inscrits, de désignations postérieures ou du renouvellement d'enregistrements internationaux existants. Sur ce nombre, 295 227 concernaient des désignations dans lesquelles l'office d'origine ou l'office de la partie contractante du titulaire et l'office de la partie contractante désignée étaient des offices d'États liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole.

19. Sur ces 295 227 désignations, il y a eu 105 172 cas dans lesquels une déclaration faite en vertu de l'article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante par l'application de l'alinéa 1)b) de l'article 9sexies.

20. Le tableau présenté ci-après regroupe les données concernant les désignations dans les enregistrements internationaux, les désignations postérieures et les renouvellements au cours de la période 2012-2014.

Tableau II : Désignations dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l'article 8.7) du Protocole (taxes individuelles) a été rendue inopérante (2012 – 2014)

Année	Nouvelles désignations inscrites et désignations renouvelées	États liés par les deux traités	Déclaration faite en vertu de l'article 8.7) du Protocole rendue inopérante
2012	579 083	307 812	106 276
2013	620 201	308 977	107 266
2014	626 364	295 227	105 172

PARTIE II : EXAMEN DE LA NON-APPLICATION DES DÉCLARATIONS FAITES EN VERTU DE L'ARTICLE 5.2)B) ET DE L'ARTICLE 5.2)C) DU PROTOCOLE – DÉSIGNATIONS INSCRITES EN 2014, DANS LESQUELLES DE TELLES DÉCLARATIONS ONT ÉTÉ RENDUES INOPÉRANTES

21. Les 14 États ci-après, liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole, ont fait une déclaration en vertu de l'article 5.2)b) du Protocole, portant le délai de refus à 18 mois : Arménie, Bélarus, Bulgarie, Chine, Chypre, Iran (République islamique d'), Italie, Kenya, Pologne, Saint-Marin, Slovaquie, Suisse, Tadjikistan et Ukraine.

22. Sur ces 14 États, les six États ci-après ont également fait une déclaration en vertu de l'article 5.2)c) du Protocole, prolongeant le délai de refus au-delà de 18 mois en cas de refus fondé sur une opposition : Chine, Chypre, Iran (République islamique d'), Italie, Kenya et Ukraine.

23. Il a déjà été noté ci-dessus que, en 2014, en conséquence de l'application de l'alinéa 1)b) de l'article 9sexies, 40 829 désignations ont été soumises au délai standard de 12 mois pour la notification d'un refus provisoire.

24. Les offices d'origine des États ci-après ont généré près de 72% des désignations inscrites en 2014 dans lesquelles une déclaration en vertu de l'article 5.2) du Protocole a été rendue inopérante : Allemagne (19%), France (14%), Fédération de Russie (11%), Italie (10%), Chine (9%) et Suisse (9%). En outre, en ce qui concerne les parties contractantes désignées, les États ci-après ont représenté plus de 73% des désignations inscrites en 2014 dans lesquelles une déclaration en vertu de l'article 5.2) du Protocole a été rendue inopérante : Chine (23%), Suisse (17%), Ukraine (13%), Bélarus (10%), Italie (6%) et Pologne (5%).

25. Le tableau III ci-dessous présente, à l'égard des parties contractantes concernées, le nombre de désignations inscrites en 2014 dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l'article 5.2) du Protocole a été rendue inopérante. Les lignes indiquent le nombre de désignations par office d'origine. Les colonnes indiquent les parties contractantes désignées. Par exemple, si l'on prend la première ligne, on peut voir que l'Office de l'Allemagne a été l'office d'origine dans 7568 de ces désignations au total. Sur ces désignations, l'Office de la Chine a été l'office d'une partie contractante désignée dans 1962 cas, l'Office de la Suisse dans 2418 cas, et ainsi de suite.

26. Dans ce tableau, les lignes et les colonnes sont disposées dans l'ordre décroissant de valeurs totales. Ainsi, en 2014, l'Office de l'Allemagne a été l'office d'origine dans le plus grand nombre de ces désignations, c'est-à-dire dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l'article 5.2) du Protocole a été rendue inopérante. En outre, la Chine a été la partie contractante la plus souvent désignée en ce qui concerne ces désignations.

Tableau III : Désignations inscrites en 2014, dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l'article 5.2) du Protocole a été rendu inopérante

2014 Office d'origine	Office désigné														Total
	CN	CH	UA	BY	IT	PL	AM	IR	TJ	BG	SK	SM	KE	CY	
DE	1 962	2 418	857	536	284	266	170	315	141	144	149	92	177	57	7 568
FR	1 796	1 468	580	272	395	238	132	205	96	108	117	77	139	66	5 689
RU	515	145	865	899	245	252	498	65	404	205	160	16	17	129	4 415
IT	1 455	859	524	337	0	71	168	248	121	50	46	117	81	35	4 112
CN	0	443	510	375	500	319	176	479	237	158	133	103	256	112	3 801
CH	1 326	0	633	346	310	141	210	180	135	65	81	134	119	41	3 721
BX	860	692	330	199	104	78	104	119	84	46	48	48	92	36	2 840
AT	213	424	156	92	110	43	25	38	22	32	63	24	16	5	1 263
ES	328	139	129	79	48	22	53	62	35	10	10	21	28	25	989
UA	109	31	0	257	54	121	114	14	84	52	54	2	2	23	917
HU	57	27	158	141	11	117	124	3	15	111	126	10	1	9	910
CZ	95	81	153	114	45	104	31	14	6	84	107	7	1	38	880
PL	94	35	136	86	35	0	29	17	11	35	48	2	3	12	543
BG	67	29	80	54	29	19	39	24	31	0	13	9	11	6	411
LI	53	57	55	48	15	14	41	6	29	10	8	8	14	13	371
SI	22	33	32	31	42	20	22	12	22	20	19	1	1	13	290
PT	102	60	16	9	22	7	7	9	5	4	3	6	8	1	259
BY	29	4	116	0	6	30	23	6	10	9	9	0	0	4	246
SK	38	19	37	14	4	31	0	2	2	14	0	0	0	3	164
IR	21	8	11	13	9	6	19	0	20	7	6	0	13	8	141
RS	10	15	15	7	19	10	0	5	0	40	11	2	0	4	138
LV	14	10	32	33	9	13	8	3	7	4	3	0	0	4	140
MD	22	7	27	23	5	20	6	0	3	4	5	0	0	2	124
MC	30	22	13	4	8	3	6	12	2	1	1	2	4	1	109
HR	13	10	11	11	18	14	1	0	1	12	12	1	0	1	105
AM	21	4	15	18	13	16	0	2	4	5	2	0	0	2	102
CY	21	7	10	10	1	2	8	6	5	2	1	5	6	0	85
RO	16	6	13	3	4	10	2	0	1	18	6	1	0	2	82
MA	18	16	4	1	17	5	1	6	1	2	1	1	4	1	78
VN	35	3	3	1	5	6	0	3	0	4	8	0	1	0	69
KZ	9	1	11	11	3	2	3	0	11	1	0	0	0	0	52
EG	5	3	3	2	2	0	1	8	0	1	0	0	3	2	30
SM	12	10	8	2	0	0	1	1	2	0	0	0	0	0	36
CU	4	2	4	2	0	2	3	1	3	2	2	2	2	1	30
MK	0	5	0	0	3	3	0	1	0	13	3	0	0	0	28
AL	4	3	4	0	3	2	0	2	1	2	2	1	2	1	27
ME	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1	15
KG	2	0	1	2	0	0	1	0	4	0	0	0	0	0	10
BA	1	2	0	0	2	0	0	2	0	0	0	0	0	0	7
KE	7	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	9
SD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	4
KP	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
MZ	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
MN	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Total	9 392	7 099	5 556	4 036	2 385	2 011	2 027	1 872	1 556	1 277	1 260	693	1 006	659	40 829

27. Par souci d'exhaustivité, le tableau ci-après présente des données relatives aux désignations inscrites en 2014 concernant des États liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole, dans lesquelles l'office de la partie contractante désignée n'a pas fait de déclaration en vertu de l'article 5.2) du Protocole. Au total, 69 571 de ces désignations ont été inscrites en 2014, entre des États liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole. La présentation utilisée dans le tableau suivant est semblable à celle utilisée dans le tableau III.

Tableau IV : Désignations concernant des États liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole, inscrites en 2014, dans lesquelles l'office de la partie contractante désignée n'a pas fait de déclaration en vertu de l'article 5.2) du Protocole

2014	Office désigné											Total
Office d'origine	RU	KZ	VN	DE	RS	MA	AZ	EG	MD	FR	Autres	
DE	1 704	414	552	0	512	307	232	345	391	295	5 372	10 124
CN	986	399	616	561	180	257	218	478	149	528	5 069	9 441
CH	1 162	371	364	577	364	306	236	356	226	373	4 134	8 469
FR	1 328	305	501	425	242	696	180	346	133	0	4 132	8 289
IT	1 277	352	250	107	321	287	265	305	209	107	2 651	6 131
RU	0	937	127	338	154	55	539	88	451	258	3 182	6 129
BX	686	196	186	209	203	204	142	181	114	200	1 870	4 191
AT	238	38	39	219	132	38	31	47	63	69	1 012	1 926
UA	301	272	18	117	17	6	133	16	169	43	644	1 736
HU	159	127	107	16	138	6	133	8	130	103	785	1 712
Autres	1 558	660	256	432	622	330	372	290	407	344	6 152	11 422
Total	9 399	4 071	3 016	3 002	2 885	2 492	2 481	2 460	2 442	2 321	35 002	69 571

PARTIE III : EXAMEN DE LA NON-APPLICATION DES DÉCLARATIONS FAITES EN VERTU DE L'ARTICLE 8.7) DU PROTOCOLE – NOUVELLES DÉSIGNATIONS ET DÉSIGNATIONS RENOUVELÉES, INSCRITES EN 2014, DANS LESQUELLES DES DÉCLARATIONS FAITES EN VERTU DE L'ARTICLE 8.7) DU PROTOCOLE ONT ÉTÉ RENDUES INOPÉRANTES

28. Les 15 États ci-après, liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole, ont fait une déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole, exigeant le paiement de taxes individuelles : Arménie, Bélarus, Benelux³, Bulgarie, Chine, Cuba, Italie, Kenya, Kirghizistan, République de Moldova, Saint-Marin, Suisse, Tadjikistan, Ukraine et Viet Nam.

29. Il a déjà été noté ci-dessus que, en 2014, en conséquence de l'application de l'alinéa 1.b) de l'article 9sexies, 105 172 nouvelles désignations et désignations renouvelées ont donné lieu au paiement de taxes standard au lieu de taxes individuelles.

30. Les offices d'origine des États ci-après ont généré 81% des désignations, inscrites ou renouvelées en 2014, dans lesquelles une déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante : Allemagne (22%), France (19%), Italie (11%), Suisse (10%), Benelux (7%), Fédération de Russie (6%) et Chine (5%). En outre, en ce qui concerne les parties contractantes désignées, les États ci-après ont représenté plus de 70% des désignations inscrites ou renouvelées en 2014, dans lesquelles une déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante : Suisse (16%), Chine (15%), Italie (10%), Benelux (10%), Ukraine (10%) et Bélarus (7%).

³ Le Benelux est considéré comme un seul pays en ce qui concerne la déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole.

31. Le tableau V ci-dessous présente, à l'égard des parties contractantes concernées, le nombre de désignations inscrites en 2014 dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l'article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante. Les lignes indiquent le nombre de désignations par office d'origine. Les colonnes indiquent les parties contractantes désignées. Par exemple, si l'on prend la première ligne, on peut voir que l'Office de l'Allemagne a été l'office d'origine dans 23 705 de ces désignations au total. Par ailleurs, l'Office de la Suisse a été l'office d'une partie contractante désignée dans 5664 de ces désignations, l'Office de la Chine dans 3777 désignations, et ainsi de suite.

32. Dans ce tableau, les lignes et les colonnes sont disposées dans l'ordre décroissant des valeurs totales. Ainsi, en 2014, l'Office de l'Allemagne a été l'office d'origine dans le plus grand nombre de ces désignations inscrites en 2014 – c'est-à-dire dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l'article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante. En outre, la Suisse a été la partie contractante la plus souvent désignée en ce qui concerne ces désignations.

Tableau V : Désignations inscrites ou renouvelées en 2014 dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l'article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante

2014 Office d'origine	Office désigné															Total
	CH	CN	IT	UA	BX	BY	VN	BG	MD	AM	KG	TJ	SM	CU	KE	
DE	5 664	3 777	2 264	2 240	2 465	1 538	1 119	1 092	855	491	504	470	502	393	331	23 705
FR	3 954	2 936	2 869	1 497	3 227	849	1 212	774	420	362	366	344	693	330	220	20 053
IT	2 270	2 501		1 164	1 230	776	689	547	490	339	305	296	484	368	165	11 625
CH		2 117	1 720	1 126	1 500	742	782	441	465	396	390	342	481	315	203	11 021
BX	1 837	1 403	1 093	741		482	428	365	300	259	237	241	276	155	146	7 963
RU	208	628	327	1 072	218	1 117	171	307	621	641	613	535	29	77	29	6 593
CN	580		767	640	513	496	773	267	189	227	333	304	149	292	327	5 857
AT	994	384	562	314	343	195	94	202	137	54	58	45	84	32	22	3 520
ES	518	546	394	272	376	180	161	125	112	105	87	83	127	177	52	3 315
CZ	175	149	172	345	152	223	47	237	117	53	28	19	24	12	3	1 756
HU	55	82	50	227	39	203	141	164	179	164	55	54	18	16	4	1 451
PL	79	137	89	281	76	211	45	118	97	65	58	41	11	11	6	1 325
UA	35	119	59		31	276	23	59	191	128	107	95	2	9	4	1 138
BG	47	83	53	163	35	108	32		88	83	77	73	13	10	20	986
LI	138	99	87	98	84	87	59	54	51	55	51	48	35	20	18	884
SI	56	34	98	87	45	73	20	76	51	49	47	45	3	1	2	687
SK	28	46	33	74	27	33	13	39	17	11	4	2	1	9	8	437
PT	98	113	49	20	59	11	18	8	10	8	5	5	13	12		337
LV	12	18	10	46	9	46	1	5	18	12	13	10				319
BY	5	35	8	128	9		6	14	37	30	28	17		2	6	278
MC	53	44	39	19	36	9	16	7	8	8	6	4	16	7	1	218
RO	17	19	18	28	16	10	11	28	49	4	2	3	10	2		200
MD	7	31	6	45	10	37	9	5		9	10	8			16	192
IR	11	24	12	14	8	15	9	7		20	18	24	3	11		177
HR	16	16	26	26	11	26	5	25	7	2	1	3	5	3	1	173
MA	33	21	40	7	42	1	3	6	1	1	1	1	3	2	4	166
RS	14	10	19	15	5	7	1	40	3				2			116
AM	4	21	13	17	1	19	3	5	5		4	4		1		97
VN	5	39	8	8	6	3		8			1	1		7	1	87
EG	8	9	7	8	6	4	9	6	5	4	3	2	4	7	3	85
KZ	1	12	3	13	2	11		2	3	3	20	11		1	6	85
CY	7	19	1	9	2	9	9	2	3	6	2	4	5	1		82
SM	15	14		8	2	2	1	1	4	1	1	2				51
CU	4	5	2	6	2	3	4	4	3	3	3	3	3		2	47
KE		7	1		1		1									25
MK	4		3	3				14	1						2	25
AL	3	4	3	4	2			2	1		2	1	1			24
BA	7	3	6	1	4	1		2								23
AZ	1	2	3	4	3	4		1	3		1	1			1	16
ME	1	1	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1		10
KG		2		1		2				1		4				10
KP		2			1										4	4
MN		1														3
AN	1		1		1											3
MZ		1	1													2
SD																1
Total	16 966	15 514	10 918	10 772	10 600	7 810	5 916	5 062	4 542	3 595	3 442	3 146	2 998	2 284	1 607	105 172

33. Par souci d'exhaustivité, le tableau ci-après présente des données relatives aux désignations inscrites en 2014 concernant des États liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole, dans lesquelles l'office de la partie contractante désignée n'a pas fait de déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole. Au total, 190 055 de ces désignations ont été inscrites en 2014 entre des États liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole. La présentation utilisée dans ce tableau est semblable à celle utilisée dans le tableau V.

Tableau VI : Désignations concernant des États liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole, inscrites ou renouvelées en 2014, dans lesquelles l'office de la partie contractante désignée n'a pas fait de déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole

2014	Office désigné											Total
Office d'origine	RU	DE	AT	FR	ES	RS	PT	PL	HU	CZ	Autres	
DE	3 563		3 078	2 401	1 897	1 628	1 376	1 966	1 520	1 759	18 050	37 238
FR	2 691	2 669	1 819		2 575	1 201	2 017	1 232	1 256	1 182	15 708	32 350
CH	1 951	2 089	1 853	1 838	1 205	955	865	691	781	774	11 964	24 966
IT	2 341	1 248	1 152	1 359	1 073	1 090	936	622	760	687	12 190	23 458
BX	1 371	1 306	869	1 455	958	590	718	526	572	529	7 102	15 996
CN	1 207	816	341	797	625	257	383	466	292	307	6 948	12 439
RU		461	221	343	305	226	186	346	233	282	4 880	7 483
AT	449	682		380	239	365	159	262	494	422	3 481	6 933
ES	564	365	265	426		210	358	154	179	165	3 003	5 689
CZ	388	257	264	176	126	167	98	348	295		1 962	4 081
Autres	2 037	903	609	796	573	1 017	385	861	690	870	10 681	19 422
Total	16 562	10 796	10 471	9 971	9 576	7 706	7 481	7 474	7 072	6 977	95 969	190 055

PARTIE IV : RÉPARTITION DES ÉMOLUMENTS ET TAXES PERÇUS EN 2012, 2013 ET 2014, RÉSULTANT DE L'APPLICATION DE L'ALINÉA 1)B) DE L'ARTICLE 9SEXIES DU PROTOCOLE

34. L'alinéa 1)b) de l'article 9sexies, en rendant inopérantes les déclarations faites en vertu de l'article 8.7) dans les relations mutuelles entre les États liés par l'Arrangement et le Protocole, aboutit à l'application du régime de taxes standard des articles 7.1) et 8.2) du Protocole.

35. Le régime standard des articles 7.1) et 8.2) du Protocole est composé d'un émolument de base, d'un émolument supplémentaire pour chaque classe de la classification internationale en sus de la troisième, et d'un complément d'émolument.

36. Conformément aux alinéas 5) et 6) de l'article 8 du Protocole, les émoluments supplémentaires et les compléments d'émoluments perçus sont répartis entre les parties contractantes intéressées proportionnellement au nombre de désignations reçues et compte tenu d'un coefficient défini à la règle 37 du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement (ci-après dénommé "règlement d'exécution commun").

37. En conséquence, en 2012, 2013 et 2014, les États liés par l'Arrangement et le Protocole, qui ont fait une déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole, au lieu de recevoir les montants hypothétiques correspondant aux taxes individuelles contenues dans la simulation au tableau X ci-après, ont perçu respectivement 11,73, 11,27 et 11,04 millions de francs suisses correspondant à leur part dans les émoluments supplémentaires et les compléments d'émoluments perçus eu égard aux désignations dans lesquelles l'office d'origine était l'office d'un État également lié par les deux traités. Ces montants figurent plus précisément dans les tableaux VII, VIII et IX ci-après.

Tableau VII : Répartition des taxes standard, perçues en 2012, pour lesquelles une déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante

2012	Compléments d'émoluments	Émoluments supplémentaires	Total en francs suisses
AM	417 396,96	34 264,55	451 661,51
BG	609 313,97	53 189,38	662 503,35
BX	1 063 737,18	95 855,23	1 159 592,41
BY	837 159,10	70 187,73	907 346,83
CH	1 607 220,46	142 337,99	1 749 558,45
CN	1 663 168,10	134 462,09	1 797 630,19
CU	263 435,38	22 066,95	285 502,33
IT	729 712,61	65 737,25	795 449,86
KG	397 349,30	32 688,34	430 037,64
MD	495 672,97	41 311,14	536 984,11
SM	327 830,06	28 850,83	356 680,89
SY	177 838,59	12 908,44	190 747,03
TJ	365 475,76	30 040,72	395 516,48
UA	1 199 819,18	101 073,21	1 300 892,39
VN	656 617,46	53 622,06	710 239,52
Total	10 811 747,08	918 595,91	11 730 342,99

Tableau VIII : Répartition des taxes standard, perçues en 2013, pour lesquelles une déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante

2013	Compléments d'émoluments	Émoluments supplémentaires	Total en francs suisses
AM	411 516,83	30 756,29	442 273,12
BG	612 111,65	48 436,78	660 548,43
BX	1 049 839,39	84 981,22	1 134 820,61
BY	880 955,84	67 381,48	948 337,32
CH	1 572 317,59	125 468,24	1 697 785,83
CN	1 696 580,86	126 790,13	1 823 370,99
CU	274 905,82	20 734,89	295 640,71
IT	717 516,53	58 222,87	775 739,40
KG	392 321,69	29 676,64	421 998,33
MD	494 808,02	36 809,74	531 617,76
SM	309 142,76	24 582,89	333 725,65
SY	115 170,83	7 935,92	123 106,75
TJ	355 166,19	26 889,84	382 056,03
UA	1 303 473,40	99 761,87	1 403 235,27
VN	691 024,99	51 232,81	742 257,80
Total	10 876 852,39	808 905,32	11 274 240,88

Tableau IX : Répartition des taxes standard, perçues en 2014, pour lesquelles une déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante

2014	Compléments d'émoluments	Émoluments supplémentaires	Total en francs suisses
AM	411 860,75	33 193,96	445 054,71
BG	585 700,26	50 737,04	636 437,30
BX	989 272,26	87 277,57	1 076 549,83
BY	897 872,11	74 852,48	972 724,59
CH	1 540 445,44	134 320,79	1 674 766,23
CN	1 753 404,44	142 599,15	1 896 003,59
CU	257 286,95	20 884,62	278 171,57
IT	672 732,02	59 342,51	732 074,53
KE	262 775,44	19 908,32	282 683,76
KG	393 491,11	32 590,07	426 081,18
MD	520 958,48	41 759,17	562 717,65
SM	283 441,29	24 548,23	307 989,52
TJ	362 016,30	30 053,72	392 070,02
UA	1 235 918,27	103 295,82	1 339 214,09
VN	695 358,04	55 578,24	750 936,28
Total	10 189 801,14	851 599,18	11 041 400,32

PARTIE V : SIMULATION DE L'ABROGATION DE L'ALINÉA 1)B) DE L'ARTICLE 9SEXIES DU PROTOCOLE – MONTANTS HYPOTHÉTIQUES DES TAXES INDIVIDUELLES PAYABLES POUR 2012, 2013 ET 2014

38. Compte tenu du nombre de nouvelles désignations et de désignations renouvelées inscrites en 2012, 2013 et 2014 dans lesquelles une déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante, le Bureau international a pu simuler l'incidence que ladite déclaration aurait eue sur la répartition des taxes des États concernés si elle avait produit des effets.

39. Cette simulation repose sur l'hypothèse selon laquelle le nombre de désignations et le nombre de classes dans chaque désignation sont identiques.

40. En 2012, 2013 et 2014, en l'absence de l'alinéa 1)b) de l'article 9sexies, les États liés par l'Arrangement et le Protocole qui ont fait une déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole auraient reçu respectivement 42,33, 42,19 et 38,01 millions de francs suisses au titre des taxes individuelles.

Tableau X : Simulation de la répartition des taxes individuelles, sur la base des nouvelles désignations et des désignations renouvelées inscrites en 2012, 2013 et 2014, en supposant que les déclarations en vertu de l'article 8.7) du Protocole produisent des effets

	2012	2013	2014
AM	1 014 378	1 006 411	859 467
BG	1 220 955	1 200 240	972 889
BX	4 648 033	4 635 739	4 188 606
BY	5 158 300	5 500 000	5 038 700
CH	7 846 700	7 661 900	7 512 650
CN	8 739 911	8 792 602	8 682 010
CU ⁴	478 505	489 904	378 365
IT	1 985 715	1 938 138	1 713 462
KE ⁵	n.d.	n.d.	227 946
KG	1 655 200	1 590 180	1 255 940
MD	1 580 102	1 516 210	1 304 321
SM	537 238	396 946	363 360
SY ⁶	1 061 113	739 271	n.d.
TJ	743 218	981 962	820 060
UA	4 690 111	4 808 061	3 946 960
VN	979 326	939 889	754 927
Total	42 338 805	42 197 453	38 019 663

41. *Le Groupe de travail est invité*

i) à examiner les informations figurant dans le présent document,

ii) à indiquer s'il recommande à l'Assemblée de l'Union de Madrid de restreindre la portée de l'alinéa 1)b) de l'article 9sexies ou de l'abroger, et

iii) à indiquer s'il est d'accord sur le fait qu'il examinera dorénavant l'application de l'alinéa 1)b) de l'article 9sexies uniquement si un membre de l'Union de Madrid ou le Bureau international en fait expressément la demande.

[Fin du document]

⁴ Seule la première partie d'une taxe payable en deux parties a été prise en considération (Cuba a également fait une déclaration concernant des taxes payables en deux parties en vertu de la règle 34.3)a) du règlement d'exécution commun).

⁵ La simulation tient compte du fait que la déclaration concernant les taxes individuelles faite par le Kenya est entrée en vigueur le 12 mars 2014.

⁶ La simulation tient compte du fait que depuis le 29 juin 2013, les dispositions de l'article 9sexies.1)b) du Protocole ont cessé de s'appliquer aux relations entre la République arabe syrienne et les États qui sont parties à la fois à l'Arrangement de Madrid et au Protocole de Madrid.